



AVIS DE PROJET DE MARCHÉ (APM)

Titre : Formation standard en premiers soins, en réanimation cardiorespiratoire et en défibrillation externe automatisée

Numéro de l'invitation : 202205408/A

Date de publication : 29 avril 2022

Date et heure de clôture : 24 mai 2022, 14 h, heure avancée de l'Est (HAE)

Accords commerciaux : Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC), de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALECCO), de l'Accord de libre-échange Canada-Panama (ALECPA), de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU), de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras (ALECH), de l'Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC), de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Région de l'avis d'appel d'offres : Région de la capitale nationale

Région de livraison : Monde

NIBS : U099T – Services pédagogiques et de formation

Type d'avis : Avis de projet de marché (APM)

Procédures de l'appel d'offres : Ouverte

Description :

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a besoin des services d'une organisation spécialisée dans la formation standard en premiers soins, en réanimation cardiorespiratoire (RCR) de niveau C et en défibrillation externe automatisée (DEA). L'organisation doit fournir des formateurs qualifiés pour enseigner les techniques les plus récentes de premiers soins et de RCR approuvées par le ministère du Travail conformément à la partie XVI du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (<https://laws-lois.justice.gc.ca/fr/reglements/DORS-86-304/index.html>).

Le contrat sera valide pour un an à compter de la date d'attribution, avec l'option irrévocable d'en prolonger la durée pour quatre (4) années supplémentaires d'un an chacune. Le lancement est prévu pour le 1er juin 2022.

Méthode de sélection : soumission recevable la moins-disante

Les soumissions doivent être envoyées par courriel à la GRC à l'adresse suivante : Vanessa.Good-Davidson@rcmp-grc.gc.ca

Voir les documents d'appels d'offres ci-joints pour de plus amples renseignements.

L'État se réserve le droit de négocier avec tout fournisseur dans le cadre de tout marché.

Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

Bureau des acquisitions : Vanessa Good-Davidson
Agente principale des contrats, Biens et services
HQ Procurement and Contracting | Acquisitions et marchés à la DG
Royal Canadian Mounted Police | Gendarmerie royale du Canada
73 promenade Leikin Drive, M1-4 Mail stop | Arrêt postal 15, Ottawa (Ontario) K1A 0R2
Canada
Tél. : 343-576-3057
Vanessa.Good-Davidson@rcmp.grc.gc.ca

La GRC a publié son Plan national d'approvisionnement à l'adresse suivante : www.rcmp-grc.gc.ca/fr/plan-national-dapprovisionnement-grc



La GRC a adopté le régime d'intégrité administré par Services publics et Approvisionnement Canada. Par conséquent, les dispositions relatives à l'intégrité s'appliquent à toutes les activités de passation des marchés de la GRC énoncées dans le présent appel d'offres.

Le Canada diffusera les APM, les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) sur le site <http://www.achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres>. Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de soumissions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Le soumissionnaire est tenu de consulter régulièrement le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable de tout oubli de la part du soumissionnaire ou des services d'avis offerts par un tiers.